

Discours de Federica Mogherini à l'Université d'Alger III, lors des célébrations des 30 ans d'Erasmus

Seul le texte prononcé fait foi!

Merci beaucoup et je voudrais vraiment commencer par vous remercier pour l'hospitalité; car c'est ma deuxième visite ici en Algérie et c'est la première fois que je suis à l'Université. C'est vraiment pour moi un plaisir spécial d'être ici et j'aimerais vraiment vous remercier et aussi m'excuser pour le retard; j'ai eu une très bonne et très longue rencontre avec le Premier Ministre [Abdelmalek Sellal] et c'est pour cela que je commence avec un peu de retard et je vous remercie de votre patience et de m'avoir attendue.

Chers Ministres, Excellences, Messieurs et Mesdames les ambassadeurs, mais surtout chers étudiants,

Pour moi c'est vraiment un plaisir de m'adresser à vous aujourd'hui, surtout les étudiants, tant de jeunes visages de ce pays. Sans vouloir minimiser l'importance de mes réunions officielles qui sont très importantes, surtout dans un moment crucial des relations de partenariat entre l'Union européenne et l'Algérie qui est en train de beaucoup s'intensifier; mais mes rencontres avec les jeunes constituent toujours la partie la plus stimulante de mes visites et de mes déplacements à l'étranger.

Il est d'autant plus important de parler avec vous aujourd'hui que nous vivons des temps particulièrement difficiles dans notre région, surtout marqués, souvent – trop souvent – par la violence et l'absence de dialogue et de recherche d'un terrain commun. L'absence de dialogue, l'absence de cet engagement pour chercher un terrain commun semblent parfois ouvrir la porte à une situation où les armes prédominent sur la force de la politique et de la diplomatie. Je sais que beaucoup d'entre vous ont étudié les sciences politiques et je sais combien vous attachez de l'importance à la recherche du dialogue et des solutions politiques aux crises et je suis bien sûr prête à en discuter pendant notre échange dans quelques minutes.

Je pense que nous avons ensemble la responsabilité de veiller à ce que ce ne soit pas le cas et que le langage des armes ne prédomine pas sur la force de la politique, sur la force de la diplomatie. Les institutions ont aussi une responsabilité de ce côté-là, mais aussi les citoyens, les opinions publiques, les jeunes, à partir des étudiants : vous êtes le moteur, l'espoir de la société, du changement, de l'implication active dans la recherche de solutions.

C'est aussi pour cette raison que l'Union européenne a toujours décidé d'investir beaucoup dans la jeunesse – les jeunes européens mais aussi les

jeunes des pays de notre région. Je dis notre région parce que la Méditerranée est notre région partagée.

C'est clé pour nous de travailler ensemble et nous le faisons aussi par le programme Erasmus, que beaucoup considèrent comme le programme le plus efficace, comme le programme avec le plus de succès de l'Union européenne. Et cette année, comme on le dit très correctement, nous célébrons les trente ans du programme Erasmus.

Je voudrais partager avec vous mon expérience d'étudiante Erasmus, car j'ai eu la possibilité d'écrire ma thèse dans une autre université, en France et non pas en Italie; je voulais étudier les rapports entre religion et politique dans l'Islam. A cette époque-là, ce n'était pas forcément facile de trouver le matériel pour étudier cela en Europe – j'ai fait ma thèse en France et Erasmus m'a donné la possibilité d'étudier ce que je voulais étudier et cela m'a beaucoup aidée pour la suite et encore aujourd'hui ; je pense que c'est une base utile pour mon travail.

Mais ce n'était pas seulement une expérience utile pour mes études et pour mon travail après. C'était pour moi les premiers pas vers mon indépendance, une grande école de responsabilité et d'autonomie – c'est quelque chose qui n'est pas facile pour les jeunes hommes et femmes dans nos sociétés.

C'est aussi une grande école de citoyenneté – citoyenneté européenne pour les étudiants européens qui font le programme mais aussi de citoyenneté régionale et globale. Personnellement, j'ai appris pendant mon Erasmus à connaître, accepter et à respecter les autres, chacun avec sa diversité. Je trouve que vivre ensemble, échanger, étudier ensemble est une grande école de vie, d'ouverture, de dialogue, et de respect.

Aujourd'hui, le programme « Erasmus plus » offre une ouverture encore plus grande avec la possibilité d'échanges non seulement entre pays de l'Union européenne mais aussi entre les deux rives de la Méditerranée. Et entre 2015 et 2016, près de 680 étudiants algériens ont fait leur Erasmus en Europe. Je pense que c'est la meilleure façon d'investir dans les relations et le partenariat entre l'Union européenne et l'Algérie.

Aussi, de nombreux professeurs algériens sont venus pour enseigner dans des universités européennes. Je pense que établir ces liens forts entre nos universités à partir des jeunes est vraiment le meilleur investissement que l'on puisse faire.

« Erasmus plus », c'est donc une occasion incroyable pour les jeunes du même âge et de différentes cultures d'apprendre à se connaître et découvrir – comme c'est souvent le cas – qu'ils ont beaucoup de choses en commun – plus qu'on ne l'imagine.

Et permettez-moi dans ce contexte de vous parler aussi d'une autre expérience beaucoup plus récente que j'ai faite. Le mois dernier, j'ai invité à Bruxelles trente-cinq jeunes hommes et femmes européens et arabes, actifs dans leurs communautés respectives de différentes façons, pour deux jours de

rencontres – entre eux mais aussi avec moi. Quatre d’entre eux étaient d’ailleurs algériens. Et même s’ils venaient de pays différents, de cultures différentes, d’horizons différents, ils se sont rendus compte qu’ils partagent les mêmes espoirs, les mêmes angoisses, et les mêmes problèmes. Et ils ont commencé à discuter entre eux de comment rechercher des solutions qui peuvent marcher dans des situations et contextes différents. Parfois, les réponses à ces problèmes sont similaires, sinon identiques.

Dans notre échange, nous avons beaucoup parlé dans ce contexte de l’éducation, de l’emploi, et de comment faire en sorte qu’il y ait plus de liens entre le système éducatif et le monde du travail. Et je sais très bien qu’ici en Algérie c’est un débat très important, un débat public, un débat politique, un débat j’imagine aussi dans le monde universitaire.

Et, je voudrais prendre ce moment pour partager avec vous le fait que l’Union européenne travaille très étroitement avec les autorités algériennes pour améliorer deux questions parallèles: premièrement, l’adéquation de la formation au monde du travail, et deuxièmement la création d’emplois qualifiés. Je sais très bien – j’ai vu les chiffres – que le nombre de jeunes diplômés qui sont au chômage dans ce pays mais aussi dans notre région est très important. Pour l’Union européenne c’est prioritaire de travailler avec les institutions algériennes pour avoir une réponse à ces problèmes énormes et garantir un travail de qualité pour les jeunes qui sortent de parcours et formations universitaires.

L’Union européenne soutient aussi des projets d’enseignement informel entre organisations de jeunesse européennes et algériennes. 326 jeunes algériens – éducateurs et volontaires – y ont participé.

Nous travaillons également – et je pense que cela est très important pour vous dans cette salle – pour soutenir les jeunes entrepreneurs ici en Algérie et dans la région, surtout sur la modernisation et la gestion des petites entreprises. Vous savez que c’est une expérience qui en Europe apporte beaucoup de travail, surtout pour les jeunes femmes, et je pense que la Méditerranée est un bon endroit pour développer des petites – parfois très petites – entreprises pour donner aux jeunes les instruments pour leur activité mais aussi l’innovation dans leur société.

Il n’existe pas de recette miracle, cela est clair. Mais il est très important que, dans ce travail, il y ait un échange continu avec vous, avec les jeunes, parce que c’est vous qui bénéficierez de ces projets.

Ici, dans cette partie du monde, près des deux tiers de la population ont moins de trente ans. Aucune politique ne peut être efficace si elle ne prend pas en considération la jeunesse ; s’il n’y a pas d’écoute, ni de participation active de votre part.

Plusieurs d’entre vous vous êtes impliqués dans la société civile; vous faites des études, et je dis toujours que parfois on a des experts – c’est bien d’avoir des experts mais parfois on oublie que vous connaissez beaucoup plus que beaucoup d’experts parce que vous vivez à la première personne les

dynamiques sociales, culturelles et économiques. Cela vous rend les experts les plus experts du contexte.

Alors il ne s'agit pas seulement de vous écouter: il s'agit de vous écouter – je vais le faire dans une minute – mais il s'agit aussi d'aller dire un message. Écouter ne suffit pas. Il faut aussi travailler ensemble pour traduire vos propositions en projets concrets, ouvrir des espaces de participation pour la jeunesse dans le processus de décision et des propositions des politiques qui puissent amener des solutions aux problèmes auxquels vous faites face, les jeunes.

Ce qui compte finalement c'est votre engagement et votre détermination et aussi l'engagement et la détermination du côté institutionnel à ouvrir ces espaces de participation réelle. Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de la construction européenne – et je voudrais souligner qu'il y a des pères fondateurs de la construction européenne mais il y a aussi des mères fondatrices de la construction européenne, on l'oublie parfois mais elles sont là, dans l'histoire européenne comme elles sont là dans l'histoire de nos sociétés autour de la Méditerranée-, Jean Monnet disait "Je ne suis pas optimiste. Je suis déterminé!" Et je pense que c'est cela qui compte, avoir cette détermination, cette clarté, le sens de la direction que l'on veut prendre.

Et je veux dire ici, à vous, étudiants et chercheurs, jeunes hommes et femmes, que nous avons tous besoin d'une jeunesse engagée et citoyenne. Je pense que c'est dans l'intérêt de cette démocratie, c'est dans l'intérêt de toute notre région d'avoir ce dynamisme de votre génération.

Vous avez déjà une responsabilité politique et sociétale qui est clé. Quand j'avais votre âge, personnellement je détestais ceux qui me disaient « Vous êtes le futur » ; parce que vous êtes aussi le présent, soit de ce pays, soit de cette société, et aussi en Europe les jeunes sont le présent, pas seulement le futur de notre société. 60% de la population de ce pays, de la région, est jeune, alors c'est clair que vous êtes aussi le présent.

Votre engagement est nécessaire ici et maintenant; pas demain et ailleurs. Nous avons tous besoin de votre intelligence, de votre énergie, de votre force de proposition active et constructive. Une société civile active peut apporter une contribution d'une incroyable richesse au système du pays, au système régional et aussi dans le dialogue avec l'Union européenne.

Une société civile active, mais surtout une jeunesse active et citoyenne est une alliée de la démocratie, un groupe pour identifier, prévenir et lutter contre le radicalisme de certains courants d'idées.

Il n'y a pas d'âge pour s'engager pour son pays, pour ses convictions. Nous avons besoin d'échanges, de votre intelligence, de l'énergie, de la détermination, comme Jean Monnet le disait, mais aussi de l'imagination et de l'ouverture d'esprit que la jeunesse peut partager avec le reste de la société.

Je suis sûre que je peux compter et nous pouvons tous compter sur votre aide, comme « jeunes voix de la Méditerranée ». Je sais que parfois l'approche est différente, ce sont les institutions qui aident la jeunesse ; je pense qu'on a besoin maintenant que ce soit la jeunesse pour aider les institutions à trouver la bonne voix, la bonne recette – les bonnes recettes- pour trouver des réponses aux défis que ce soit économiques, sociaux mais aussi culturels parfois, auxquels nos sociétés font face.

Je vous remercie beaucoup pour votre attention, pour votre patience et maintenant je me mets à l'écoute, je sais qu'on va avoir un échange. Pour moi cela va être un plaisir de répondre à vos questions ; mais surtout si je peux partager cela avec vous, pour moi cela va être très précieux de vous écouter, alors n'hésitez pas, à pas seulement poser des questions mais aussi à faire des propositions, des commentaires pour lesquels je peux prendre note pour le suivi de mon travail et de notre travail dans le partenariat entre l'Algérie et l'Union européenne.

Je vous remercie beaucoup et je vous souhaite le meilleur.

[Joint Press Conference with the Hon. Peter O'Neill CMG MP, Prime Minister of Papua New Guinea](#)

PRIME MINISTER OF PAPUA NEW GUINEA:

Thank you very much for joining us here this afternoon. And firstly let me extend our appreciation to the Prime of Australia, Malcolm Turnbull, for his first official visit in his capacity as Prime Minister to Papua New Guinea on this occasion. I hope you have a pleasant stay here and of course we look forward to many more discussions over the course of today and tomorrow.

But also let me take this opportunity to extend our sympathies to many of the victims of recent Cyclone Debbie in Australia especially our neighbours in Far North Queensland. Papua New Guinea understands the suffering that they are going through. We have similar experiences here by many cyclones that we continue experience in our country.

Today, Prime Minister Turnbull and I discussed many issues that affect our two countries. The bilateral relationship between our two countries is very strong and continues to strengthen each year. We have discussed a number of issues including of course the Manus Resettlement Processing Centre, the ongoing work that is going on at that Centre in order for us to have a closer, in accordance with the Supreme Court decision that was handed down by the Supreme Court of Papua New Guinea.

Work is progressing quite well, the processing of the refugees is going on quite well and we appreciate the continued support of the Australian Government in managing that facility. Of course we spoke about ongoing trade and investment issues between our two countries. Australia is by far the largest investor in Papua New Guinea and as such we understand the role that they play in continuing to strengthen the investment confidence that Papua New Guinea continues to enjoy.

Our economy has been doing quite well over the last 15 years except of course for the commodity prices affecting our revenues over the last couple of years. Other than that the economy continues to grow well above global standards and I think that will continue to encourage more and more investment from Australia and businesses that are doing business in Papua New Guinea.

We also extend our appreciation to the Australian Government especially the DFAT support on many programs that they have in the country; in education, in health, supporting our defence, law and justice sector and many infrastructure that they continue to help us build in many of these sectors.

And again we spoke about APEC which Papua New Guinea will be hosting in 2018 and Australian Government's support in providing security so that our leaders who are going to come and visit us on that occasion feel safe and comfortable. Papua New Guinea is a safe destination and I know that all the leaders will enjoy their stay here with us.

A range of meetings relating to APEC has already taken place in our country. Of course close to 200 meetings will be conducted in PNG before the Leaders' meeting in November 2018. Those policy discussions are going very well and again we appreciate the support of the 21 economies who are actively participating in these discussions.

Papua New Guinea is going to an elections in a few days time, a few weeks time, which will be on April 20th. Australian Government is supporting us in the logistics and capacity building within the Electoral Commission. They will be also participating as international observers in our election process throughout many parts of our country. Our aim is to try and deliver a free and fair elections according the people's will. Secondly the support that has been extended to us by the Australian Government is going towards achieving that goal.

So once again Prime Minister, thank you very much for visiting Papua New Guinea on this occasion. I hope you have a pleasant stay and we'll look forward to seeing you again here in 2018.

PRIME MINISTER:

Thank you very much Prime Minister and thank you so much for the very warm welcome and the very, very generous hospitality that we've received. You started your remarks Prime Minister by expressing your sympathy for the victims of the cyclone and floods in Australia, in North Queensland and indeed right through Queensland and into northern New South Wales and I thank

you for that.

The solidarity between the people of Australia and the people of Papua New Guinea was evident today at Isurava and Bomana. We see 75 years ago people of Papua New Guinea, Australians fought side by side to keep Australia free, to defend Australia from invasion, to defend Papua New Guinea from the invasion of the Japanese Imperial Army. Those bonds that were built then are enduring and they have grown into a very deep relationship. We are fundamentally connected by the breadth of our common interests. Our economic relationship which you spoke about Prime Minister brings huge benefits to both countries. Our bilateral merchandise trade was worth \$5.8 billion in last year, more than 5000 Australian companies do business in PNG. We have more than \$18 million Australian investment in PNG, this is indeed greater than, considerably greater than our investment in Indonesia. So it gives an indication of the scale and the depth of the relationship with PNG and I look forward in the course of the day as we were discussing Prime Minister and tomorrow, meeting with and discussing the economic relationship with PNG business leaders, entrepreneurs, Australian business leaders working here in PNG. It's a very, very powerful and growing economic partnership. We also work very closely on security and ensuring stability in our region. We talked about our extensive dispense and police cooperation on border security combatting the scourge of people smuggling.

We are both committed to free trade and open markets and of course PNG's hosting of APEC in 2018 is going to be a very important opportunity to promote continuing regional economic integration for the benefit of the whole region. We've discussed the cooperation that we are pursuing to ensure the success of the event. We've also talked about the importance of protecting the security of the maritime resources of PNG and we're going to do more in that regard to cooperate and support PNG to protect its vitally important fisheries from illegal fishing.

I want to thank you Prime Minister for your Government's continued cooperation in this vitally important fight against people smuggling and we will continue to work together to close the Regional Processing Centre by the end of the year and I want to thank you Prime Minister for Papua New Guinea's significant progress on the resettlement of refugees from Manus.

So Mr Prime Minister we first met I recall at the NRL Grand Final in Sydney back in 2015 and I know that that game too, that code has a special place in the ties between our countries. So I'm looking forward as I know you are to the Prime Minister's XIII Game to be held in Port Moresby later this year. Rugby League is another special bond between Australia and PNG.

So I want to thank you Prime Minister for your commitment to the strong and strengthening relationship between our two countries and I'm confident that building on the foundations of solidarity, solidarity in the face of overwhelming odds that we were reminded of this morning in those solemn places of memory and history. I'm certain that building on those our relationship will grow even stronger in the years ahead. Thank you Prime Minister for welcoming us to PNG.

JOURNALIST:

Mr O'Neill, could I ask your federal budget is under considerable pressure at the moment from the commodity crisis. Is there more that Australia can do to help PNG with that?

And secondly, are you seeing any positive signs for the resettlement of refugees from Manus as a result of the United States' agreement with Australia?

PRIME MINISTER OF PAPUA NEW GUINEA:

Well certainly your first question [inaudible] resource dependent economy all around the world. We had our share of some challenges. That meant a huge reduction in our revenue [inaudible] and of course we had to readjust our budget to ensure that we fit to the revenues of course that we were experienced in the last two years. What is the Government that we picked our funding priority you still welcome; health, education, infrastructure, law and order, the budget was never, we simply cut only non-priority areas, projects that needed to be deferred has been deferred.

And your question about what are the Australian Government should continue to assist support budget. Australian Government is already doing enough to the federal support that they give in that involvement in funding through DFAT. And that is now supporting many of the priorities of Government as well; health, in health, education, law and order and justice, so I think we're doing as much as we can.

We also have [inaudible] challenges that the Australian economy is facing and we will continue to work together to ensure that our economies continue to flow.

But despite those challenges that we [inaudible] again. The Papua New Guinea economy continues to grow above global stimulus. Both [inaudible] that particular problem.

JOURNALIST:

On Manus? Manus Island?

PRIME MINISTER OF PAPUA NEW GUINEA:

On the issue of the resettlement of course we will be guided by Australia Government on their arrangements with the United States and we can resettle many of the refugees to a third country like United State in the future we welcome.

JOURNALIST:

Mr Turnbull, you said significant progress has been made on Manus. Were you referring exclusively to the US deal because here as I understand only about 15 men from Manus have been resettled at Papua New Guinea. There's a big question coming from inside the Papua New Guinea Government about what's

going to happen to those men who don't go to the US with resettlement here hasn't seemed to work.

PRIME MINISTER:

Well it's clearly worked with a number of cases. The Prime Minister and I talked about that earlier, but we are as you know there is a program of resettlement, a process of assessment for the purpose of resettlement in the United States underway. We look forward to the conclusion of that work by the United States authorities.

JOURNALIST:

How many cases have worked here Prime Minister? How many cases have worked in Papua New Guinea?

PRIME MINISTER:

Well the Prime Minister would be better able to nominate a number but we talked about the number of successful cases here.

PRIME MINISTER OF PAPUA NEW GUINEA:

There are some refugees already been resettled on PNG. Many of our local businesses have already put up their hands to try and take on as many professionals who are able to work in PNG but as you know many of the refugees are not willing to settle in PNG. We cannot force people in a resettlement exercise when they are not able to accept our offer. But if a third country is willing to accept their resettlement we are quite happy to participate [inaudible].

JOURNALIST:

Can I just clarify you'll only [inaudible] take by United States [inaudible]?

PRIME MINISTER OF PAPUA NEW GUINEA:

We will continue to manage the joint [inaudible] over the course of close negotiations.

JOURNALIST:

When you announced the deal with the United States Mr Turnbull you said that the United Nations High Commission for Refugees would help administer the deal. They have said quite emphatically that integration and resettlement for these people is not possible in Papua New Guinea despite [inaudible] attempts in that regard. So what, your Department has said that you are negotiating with many other third countries. So what is the plan for those who aren't taken to the United States?

PRIME MINISTER:

Well let's take it one step at a time. We have succeeded and I thank the

Prime Minister for his cooperation in doing this. We have succeeded in stopping the scourge of people smuggling which as we all know, we all recall tragically under the Labor Government resulted in 50,000 boat arrivals, 1200 deaths at sea which we know.

Now we've succeeded in stopping those people smugglers and that has been a great humanitarian achievement. We are working to solutions, enduring solutions of people who have been detained here and Nauru. Working with third countries, most notably of course the United States to that regard. We'll take this process one step at a time.

JOURNALIST:

Is Nauru a possible destination for those who don't go to the United States?

PRIME MINISTER:

We'll take this process one step at a time.

JOURNALIST:

[inaudible]

PRIME MINISTER:

As the Prime Minister has acknowledged, Australia's aid to New Guinea is very substantial. PNG is the largest recipient of Australian aid – very much so as you know – it's a very substantial amount, over half a billion dollars a year. It's supporting health, education, empowerment of women and girls, infrastructure a whole series of programs throughout the country. We talked about the new hospital under way, so we've worked very closely in partnership with the Government on PNG and the Prime Minister which enables us to ensure that we get the best outcomes for the aid for which the Prime Minister has acknowledged is substantial and understands the commitment of the Australian people to support the development of PNG, our closest neighbour.

[ends]

[Plan to scale back wildlife protections and climate change action just a snapshot of absurdity of extreme Brexit, say Greens](#)



Green Party

9 April 2017

Green Party Animals Spokesperson: 'If the revelations are reliable, they offer just a snapshot of the absurdity at the heart of Theresa May's Brexit.'

The Government's [apparent plan](#) to weaken wildlife protections and 'scale back' Britain's climate ambitions reveals the absurdity of Theresa May's extreme Brexit agenda, according to the Green Party's Animals spokesperson.

Keith Taylor MEP, who is also a member of the European Parliament's Environment Committee and the global Climate Parliament, said:

"If this proves true, it amounts to a promise to sacrifice vital and hard-fought safeguards in a grubby, and plainly desperate, attempt to secure toxic trade deals with nations who have little respect for wildlife or climate change – the most pressing issue we face globally. That the revelations come just days after [India made it clear](#) Theresa May could not rely on Britain's colonial past to expedite trade negotiation is extremely telling. Just over a week on from triggering Article 50 and it would appear the Government is beginning to realise the economic realities of the Prime Minister's extreme Brexit agenda."

"Nobody voted to throw away wildlife safeguards or jettison vital climate ambitions. EU wildlife protections and climate change targets are some of the strongest and most ambitious in the world; proof positive of the value of working with our European Neighbours to tackle cross-border challenges. The best and easiest way of maintaining these regulations post-Brexit is through continued membership of the Single Market. Instead, 'secret documents' reveal the Government wants to 'scale back' our ability to tackle wildlife crime and ignore the urgent need to mitigate the worst effects of climate change – all in a desperate rush to secure damaging free trade deals to compensate for the economic shock of being yanked out of the Single Market. If the revelations are reliable, they offer just a snapshot of the absurdity at the heart of Theresa May's Brexit."

"Greens will continue resisting an extreme Brexit that threatens our precious wildlife and our ability to tackle climate change."

[Tweet](#)

[Back to main news page](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Plan to scale back wildlife protections and climate change action just a snapshot of absurdity of extreme Brexit, say Greens



Green Party

9 April 2017

Green Party Animals Spokesperson: 'If the revelations are reliable, they offer just a snapshot of the absurdity at the heart of Theresa May's Brexit.'

The Government's [apparent plan](#) to weaken wildlife protections and 'scale back' Britain's climate ambitions reveals the absurdity of Theresa May's extreme Brexit agenda, according to the Green Party's Animals spokesperson.

Keith Taylor MEP, who is also a member of the European Parliament's Environment Committee and the global Climate Parliament, said:

"If this proves true, it amounts to a promise to sacrifice vital and hard-fought safeguards in a grubby, and plainly desperate, attempt to secure toxic trade deals with nations who have little respect for wildlife or climate change – the most pressing issue we face globally. That the revelations come just days after [India made it clear](#) Theresa May could not rely on Britain's colonial past to expedite trade negotiation is extremely telling. Just over a week on from triggering Article 50 and it would appear the Government is beginning to realise the economic realities of the Prime Minister's extreme Brexit agenda."

"Nobody voted to throw away wildlife safeguards or jettison vital climate ambitions. EU wildlife protections and climate change targets are some of the strongest and most ambitious in the world; proof positive of the value of working with our European Neighbours to tackle cross-border challenges. The best and easiest way of maintaining these regulations post-Brexit is through continued membership of the Single Market. Instead, 'secret documents' reveal the Government wants to 'scale back' our ability to tackle wildlife crime and ignore the urgent need to mitigate the worst effects of climate change – all in a desperate rush to secure damaging free trade deals to compensate for the

economic shock of being yanked out of the Single Market. If the revelations are reliable, they offer just a snapshot of the absurdity at the heart of Theresa May's Brexit."

"Greens will continue resisting an extreme Brexit that threatens our precious wildlife and our ability to tackle climate change."

[Tweet](#)

[Back to main news page](#)

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

[Scotland is a world leader](#)

Scotland is a progressive nation, brimming with innovation and confident of its role in the world. Today, Scotland is at the forefront of tackling some of the biggest issues of the 21st century.